



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TD/420  
8 février 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

Douzième session  
Accra (Ghana)  
20-25 avril 2008

Point 8 c) de l'ordre du jour provisoire  
**Améliorer un environnement propice à tous les niveaux  
pour renforcer les capacités productives, le commerce  
et l'investissement: mobiliser les ressources et mettre  
à profit les connaissances pour le développement**

**LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PRODUCTIVES  
DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

**Note du secrétariat de la CNUCED**

**I. LE CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL**

1. Au cours de ces dernières années, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est considérablement améliorée dans les pays les moins avancés (PMA). Cependant, un certain nombre de ces pays, en particulier en Afrique, connaissent encore une croissance anémique, voire une régression économique. En outre, même dans les pays plus performants, la croissance associée au mode actuel d'insertion dans l'économie mondiale, qui repose sur les exportations de produits de base, les industries peu spécialisées et le tourisme, reste très exposée à des chocs et des crises à répétition. Les gains économiques sur le plan de la productivité, de la valeur ajoutée par les producteurs nationaux et de l'adaptation structurelle à long terme sont insuffisants. Surtout, les actuels Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DRSP) ont conduit à une forme de croissance économique qui ne stimule pas suffisamment l'investissement productif et ne crée pas assez d'emplois.

2. De nombreux PMA sont dans une phase critique de transition marquée par un double défi. Premièrement, le nombre de personnes cherchant du travail en dehors de l'agriculture s'accroît et l'urbanisation s'accélère. Dans les PMA en tant que groupe, la décennie 2000-2010 sera la première au cours de laquelle la croissance de la population active employée en dehors de l'agriculture devrait être plus forte que celle de la population active employée dans l'agriculture. Ce processus de transition touchera plus de la moitié de ces pays pendant la décennie en question.

et davantage encore pendant la décennie suivante. Deuxièmement, les PMA doivent opérer cette transition dans le cadre d'une économie ouverte. Très peu d'entre eux ont conservé un régime commercial restrictif, la plupart ayant libéralisé leurs échanges de manière rapide et poussée. Toutefois, leurs structures de production et de commercialisation offrent très peu de possibilités dans une économie qui mondialise rapidement et dont la demande est tirée par des produits et des services à forte intensité de connaissances qui font l'objet de conditions d'entrée strictes sur les marchés. Dans le même temps, l'ouverture rapide de secteurs plus traditionnels expose les producteurs en place à un degré sans précédent de concurrence mondiale. Pour tirer parti des progrès technologiques récents, les PMA doivent se rapprocher de divers seuils en matière de capital humain, de recherche-développement et de gestion, et les dépasser, ce que la plupart de ces pays n'ont pas réussi à faire faute de ressources. Les PMA risquent fortement d'être pris dans une spirale descendante qui contribuerait à accroître leur retard.

3. L'envolée actuelle des produits de base peut être une occasion à saisir pour de nombreux PMA. Mais il faut pour cela que ces rentes exceptionnelles soient mises à profit pour pérenniser l'outil de production et la trajectoire de croissance.

## **II. LES CAPACITÉS PRODUCTIVES EN TANT QUE BASE D'UNE RÉORIENTATION**

4. Le remplacement du modèle économique unique applicable à tous par des formules pragmatiques et constructives fait l'objet de nombreuses recherches. Dans les *Rapports 2006 et 2007 sur les pays les moins avancés*, la CNUCED a fait valoir que pour assurer un développement soutenu et réduire la pauvreté dans les PMA, il était essentiel de placer le développement des capacités productives – conjugué à un essor de l'emploi productif – au cœur des politiques nationales et internationales. Cela impliquera une réorientation nuancée des politiques vers la facilitation du processus de diversification par l'accumulation de capital et l'accélération du progrès technique, afin d'axer l'économie, par des changements structurels, sur des secteurs à plus grande valeur ajoutée nationale.

5. Conformément au principe de la diversité des politiques et compte tenu de la variété des PMA, de l'hétérogénéité des conditions du marché dans des pays aux niveaux de développement économique différents et des asymétries structurelles mondiales, l'adoption d'une nouvelle orientation fondée sur les capacités productives devra se faire en souplesse et tenir compte des différences de niveau de développement et de revenu, de structure économique et de dotation en facteurs de production. Mais donner la priorité au renforcement des capacités productives passera nécessairement par une réorientation des politiques nationales et internationales actuelles – soit une approche différente de la réduction de la pauvreté, des capacités productives et du commerce international.

## **III. NATURE DE LA RÉORIENTATION**

### **A. La façon de concevoir la réduction de la pauvreté**

6. La réorientation préconisée ici place la production et l'emploi au centre des efforts pour réduire la pauvreté. Cela ne veut pas dire que les dépenses sociales et les objectifs du développement humain sont sans importance. En fait, il faudrait considérer la santé, l'éducation et la protection sociale comme un élément du processus de développement des capacités

productives. Or, le changement de modèle va plus loin. Il associe une réduction importante et durable de la pauvreté au renforcement de l'outil productif de la société. L'aptitude d'une société à consommer est liée à son aptitude à produire. Le développement de l'emploi est au cœur de la réduction de la pauvreté.

### **B. La façon de concevoir les capacités productives**

7. L'idée qui consiste à développer les capacités productives n'est pas absente de l'orientation actuelle. Cependant, la réorientation préconisée ici implique une conception différente du développement des capacités productives.

8. À l'heure actuelle, l'accent est mis sur l'amélioration du climat général d'investissement, en particulier par la réduction des dépenses de gestion liées aux lourdeurs administratives et à la bureaucratie. Or, si cela est important, ça ne suffit pas dans un contexte tel que celui des PMA, qui se caractérise par de nombreuses faiblesses structurelles. Dans ce contexte, le développement des capacités productives suppose une approche plus prospective englobant les éléments suivants:

a) Une politique macroéconomique favorisant la croissance, l'investissement et l'emploi;

b) Une approche à plusieurs niveaux qui ne contente pas de mettre en place le cadre institutionnel et macroéconomique, mais comprend aussi des mesures destinées à modifier les structures de production et institutions méso-économiques et vise à renforcer les synergies positives entre processus macroéconomiques et microéconomiques;

c) Une politique dynamique de promotion de l'entrepreneuriat.

9. Dans cette approche, on s'attache davantage à renforcer les capacités entrepreneuriales et les liens de production, ainsi qu'à promouvoir une transformation structurelle. C'est à cette condition qu'il sera possible de bénéficier des processus actuels de mondialisation et d'assurer en outre une forme de croissance économique qui permette de réduire considérablement la pauvreté.

### **C. La façon de concevoir le commerce international**

10. Le changement de modèle qui est préconisé ici suppose en outre une approche différente du commerce international. Depuis le début des années 80, les principes issus de la théorie du commerce international ont nettement tendance à prévaloir lorsqu'il s'agit de comprendre les processus de développement. Cette prédominance est apparue pour la première fois lorsque des comparaisons ont été faites entre le succès relatif des stratégies de développement «tournées vers l'extérieur» et des stratégies «autocentrées», associées à certains types de politiques commerciales. Mais elle s'est renforcée dans les années 90 à la faveur des arguments selon lesquels il était essentiel d'opérer une mise en harmonie rapide et complète avec l'économie mondiale pour profiter des possibilités offertes par la mondialisation et risquer le moins possible d'être distancé. De ce point de vue, l'harmonisation mondiale a commencé à se substituer au développement national en tant que principal objectif politique des gouvernements.

11. L'expérience récente montre que ce raisonnement est beaucoup trop simpliste et, de fait, les pays en développement les plus performants n'ont pas suivi la ligne de l'orthodoxie. Dans l'approche préconisée ici, le commerce international est jugé essentiel au développement des capacités productives et réciproquement. Or, changer de modèle implique d'aborder par le développement – plutôt que par le commerce – la relation entre commerce et développement. Les politiques nationales et internationales susceptibles de faciliter cette démarche doivent s'inscrire dans une approche du commerce axée sur le développement plutôt que dans une approche de développement axée sur le commerce. L'orientation préconisée ici met d'abord l'accent sur la production puis, partant de ce point de vue, détermine la manière dont le commerce international peut soutenir l'accumulation de capital, les changements technologiques et structurels, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Ce qui importe, ce n'est pas de développer au maximum le commerce, mais d'en maximiser les effets bénéfiques.

#### IV. PRINCIPAUX POINTS À EXAMINER

12. Les participants à la table ronde se pencheront sur la nécessité d'effectuer le changement de modèle préconisé ici et sur ce que le fait de privilégier le développement des capacités productives signifie sur le plan de l'élaboration des mesures nationales visant à promouvoir le développement et la réduction de la pauvreté dans les PMA et des mesures internationales de soutien que prennent les partenaires de développement de ces pays.

13. **Premier point:** Est-il judicieux de placer les capacités productives au cœur des politiques nationales et internationales de promotion du développement et de réduction de la pauvreté? Dans quelle mesure cela implique-t-il une rupture totale avec les politiques actuelles?

14. Les PMA ont engagé de premières réformes économiques au début des années 80. Ce processus s'est amplifié considérablement à la fin des années 80 et au début des années 90, pour s'enraciner profondément par la suite avec la mise en œuvre des réformes de deuxième génération, notamment par le biais des DSRP. Les conséquences de ces politiques sur la vie des populations ont suscité un large mécontentement. En 2007, vingt-cinq ans après le début de ce processus, l'heure est-elle venue d'envisager un changement et d'aller au-delà des processus de stabilisation, d'adaptation et de réforme? Quelles sont les conséquences de l'approche fondée sur les capacités productives pour l'approche fondée sur les DSRP, qui englobe à la fois les politiques nationales et une stratégie d'aide internationale, ainsi que l'élaboration de stratégies nationales de réduction de la pauvreté?

15. **Deuxième point:** Vu l'ampleur des faiblesses structurelles dont souffrent les PMA, quelles devraient être les priorités en matière de développement des capacités productives et quelles sont les politiques à même de répondre le plus efficacement à ces priorités?

16. Le *Rapport sur les PMA* de 2006 fait valoir que les mesures nationales et internationales visant à développer les capacités productives devraient servir en priorité à lever les principaux obstacles à l'accumulation de capital, au progrès technologique et aux changements structurels. Ces obstacles sont recensés comme étant a) le faible niveau de l'infrastructure matérielle et des ressources humaines; b) le mauvais fonctionnement ou l'inexistence des institutions (systèmes financiers et mécanismes du savoir en particulier); c) la faiblesse du secteur national des entreprises (le secteur intermédiaire) conjuguée à une insuffisance de la demande effective. S'agit-il là des bonnes priorités stratégiques?

17. Les mesures visant à développer les capacités productives sont multidimensionnelles et complexes. Cependant, le *Rapport sur les PMA* a mis en évidence les ressources financières et les connaissances comme étant les deux éléments fondamentaux du processus de développement des capacités productives. Les politiques doivent tenir compte de ces deux éléments.

18. **Troisième point:** Les connaissances, l'apprentissage technologique et l'innovation peuvent-ils être un point de départ essentiel pour l'élaboration des mesures visant à promouvoir le développement des capacités productives dans les PMA?

19. Les connaissances jouent un rôle de plus en plus important dans la production mondiale et les PMA risquent d'être encore plus marginalisés s'ils n'accroissent pas l'intensité de connaissances de leur économie et ne se diversifient pas par le biais de l'apprentissage et de l'innovation. Comme le fait valoir le *Rapport sur les PMA* de 2007, la structure actuelle des flux de technologie vers les PMA (commerce, investissement étranger direct et acquisition de licences), fondée sur le marché, ne contribue pas à réduire la fracture mondiale en matière de connaissances. Une croissance économique soutenue et une forte réduction de la pauvreté sont impossibles dans le présent contexte de libéralisation sans apprentissage et dans les actuelles conditions d'intégration mondiale sans innovation. Il est prévu de débattre, entre autres, de ce que les responsables nationaux de l'élaboration des politiques et leurs partenaires de développement peuvent faire pour remédier à cette situation, afin d'étudier les solutions qu'il serait possible d'apporter aux problèmes suivants:

a) Comment intégrer des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation axées sur le rattrapage technologique dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté des PMA?

b) Quelles sont les incidences de régimes restrictifs de droits de propriété intellectuelle sur le développement technologique dans les PMA et quelles options peuvent être envisagées pour améliorer les conditions d'apprentissage dans ces pays?

c) Comment remédier à l'hémorragie de ressources humaines qualifiées via l'émigration?

d) Comment les PMA et leurs partenaires de développement peuvent-ils utiliser l'aide pour la science, la technologie et l'innovation (en tant qu'élément de l'aide publique au développement (APD)) pour soutenir l'apprentissage technologique et l'innovation dans ces pays?

20. **Quatrième point:** Quel est le meilleur moyen de promouvoir la mobilisation des ressources intérieures et de réduire la dépendance par rapport à l'aide?

21. Si l'APD aux PMA augmente depuis 2000 en valeur nominale (pour atteindre 25 milliards de dollars environ en 2004), cela est dû en grande partie à l'augmentation des dons d'annulation de la dette et d'aide d'urgence. La tendance à long terme qui consiste pour l'aide à privilégier les secteurs sociaux au détriment de la production s'est renforcée au cours de ces dernières années. La mobilisation de leurs ressources intérieures étant faible, les PMA restent en situation de dépendance malsaine par rapport à l'aide. Ils devraient réduire cette dépendance par le biais de mesures susceptibles d'accélérer leur croissance économique, en élaborant d'autres stratégies de

financement du développement qui puissent accroître la mobilisation des ressources intérieures, les recettes d'exportation et les autres ressources indépendantes de l'aide. Pour ce faire, ils ont besoin d'une marge de manœuvre leur permettant de créer leurs propres mécanismes de financement du développement. Les donateurs internationaux devraient soutenir de tels mécanismes nationaux de financement.

22. Les questions centrales sont les suivantes:

- a) Comment les PMA peuvent-ils se servir de la Déclaration de Paris pour réduire leur dépendance par rapport à l'aide?
- b) Comment peuvent-ils mobiliser leurs ressources intérieures pour financer le développement de leurs capacités productives?
- c) Comment les gouvernements des PMA devraient-ils améliorer leur gestion de l'aide?
- d) Comment réorienter les flux d'APD vers les capacités productives et l'infrastructure économique?

23. **Cinquième point:** Est-il possible de concevoir une génération nouvelle et plus efficace de mesures internationales de soutien aux PMA fondées sur la priorité au développement des capacités productives?

24. Un objectif important de la table ronde sera de contribuer à l'édification d'un consensus politique et d'une base d'analyse pour une nouvelle génération de mesures internationales de soutien aux PMA. Ces mesures devraient s'articuler harmonieusement avec les politiques nationales et contribuer plus efficacement à assurer une croissance soutenue, une création d'emplois productifs et une réduction de la pauvreté. À la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA (PMA III), qui s'est tenue à Bruxelles, l'idée novatrice principale a été l'initiative «Tout sauf les armes» de l'Union européenne. L'objectif général devrait être désormais de ne plus s'en remettre exclusivement à des modèles fondés sur les préférences et de travailler au lancement d'une initiative analogue à fort retentissement centrée sur le développement des capacités productives dans les PMA. Cette initiative pourrait inclure les mesures suivantes:

- a) Reconnaissance de la nécessité d'élargir la portée de l'aide à l'acquisition de connaissances et de réorienter l'aide vers la science, la technologie et l'innovation, ainsi que le développement des capacités productives dans les PMA;
- b) Initiatives internationales visant à recueillir des fonds auprès de donateurs pour financer l'innovation à l'échelon national, afin d'utiliser la science, la technologie et l'innovation comme un outil essentiel de développement et de réduction de la pauvreté dans les PMA;
- c) Utilisation plus efficace de l'aide pour financer le développement des entreprises nationales dans les PMA;
- d) Mise en place de réseaux axés sur la recherche et d'alliances entre les établissements de recherche-développement des PMA et d'autres pays dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation;

e) Réalisation d'études dans des domaines tels que les meilleures pratiques internationales en matière de renforcement des capacités productives, les conséquences pour les PMA et le rôle de l'État dans le nouveau cadre d'orientation;

f) Programmes de formation dans le domaine du renforcement des capacités productives, axés par exemple sur la science, la technologie et l'innovation et destinés aux responsables de l'élaboration des politiques dans les PMA.

## V. BIBLIOGRAPHIE

25. L'analyse qui fait l'objet de la présente note est fondée sur les publications suivantes:

a) *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés: Développer les capacités productives;*

b) *Rapport 2007 sur les pays les moins avancés: Savoir, apprentissage technologique et innovation pour le développement.*

26. Ces rapports donnent des informations empiriques plus détaillées sur les tendances du développement des capacités productives dans les PMA, les résultats des politiques nationales et internationales actuelles et les propositions de nouvelles mesures nationales et internationales axées sur le développement des capacités productives.

-----